



Agnès Sandras (dir.)

## Des bibliothèques populaires à la lecture publique

Presses de l'enssib

---

### Les bibliothèques populaires argentines, ou quand la promotion de la lecture est prise en charge par la « communauté »

Charlotte Perrot-Dessaux

---

DOI : 10.4000/books.pressesenssib.12478

Éditeur : Presses de l'enssib

Lieu d'édition : Presses de l'enssib

Année d'édition : 2014

Date de mise en ligne : 14 octobre 2020

Collection : Papiers

ISBN électronique : 9782375460009



<http://books.openedition.org>

#### Référence électronique

PERROT-DESSAUX, Charlotte. *Les bibliothèques populaires argentines, ou quand la promotion de la lecture est prise en charge par la « communauté »* In : *Des bibliothèques populaires à la lecture publique* [en ligne]. Villeurbanne : Presses de l'enssib, 2014 (généré le 01 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressesenssib/12478>>. ISBN : 9782375460009. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pressesenssib.12478>.

---

par Charlotte Perrot-Dessaux

+++++

## LES BIBLIOTHÈQUES POPULAIRES ARGENTINES, OU QUAND LA PROMOTION DE LA LECTURE EST PRISE EN CHARGE PAR LA « COMMUNAUTÉ »

+++++

**A**ujourd'hui, le territoire national argentin compte des bibliothèques publiques, privées et universitaires et environ 2 000 bibliothèques populaires. Ces différents statuts témoignent de l'existence de différentes initiatives en faveur d'une promotion de la lecture : initiative publique ou privée. Nous entendons ici par « lecture publique » l'ensemble des mesures politiques et institutionnelles développées en faveur d'une promotion de la lecture et portées par les acteurs politiques (bibliothèques publiques, mesures pour l'alphabétisation). Les bibliothèques populaires relèvent, au contraire, d'initiatives privées, car du ressort de communautés de quartier. Si elles peuvent recevoir par la suite un soutien institutionnel et économique, elles ne s'inscrivent pas dans ce que nous appelons ici la « lecture publique ». Leur création par des habitants a précisément pour origine l'absence d'initiative publique. D'après les résultats de l'Enquête nationale sur les habitudes de lecture en 2011<sup>1</sup>, si près de 90 % des Argentins se déclarent « lecteurs », dont 69 % disent lire des livres, seulement 2 % d'entre eux les empruntent en bibliothèque. De plus, parmi les personnes affirmant connaître une bibliothèque (72 % des interrogés), seulement 47 % mentionnent la connaissance d'une bibliothèque populaire, et seulement 31 % d'entre eux s'y rendent. Enfin, cette enquête a révélé combien ces institutions culturelles sont liées à l'école dans les représentations mentales des usagers plus enclins à concevoir la lecture comme un « devoir » que comme un plaisir. Quelle est la réalité de la situation des bibliothèques populaires argentines ? Quelle est l'histoire de

1. *Encuesta nacional de hábitos de lectura 2011, Síntesis de resultados*, Buenos Aires, Consejo nacional de lectura, Mayo 2012.

ces institutions de la culture écrite dans la société argentine ? Comment le projet de défense d'un accès à la culture et à la lecture y est-il soutenu ?

*Leer es un derecho*<sup>2</sup>. Cette phrase à elle seule pourrait résumer le projet politique porté, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, par les actions et mesures en faveur d'une promotion de la lecture en Argentine, notamment dans le cadre des bibliothèques populaires. Ce « droit à la lecture » est central dans le programme «*El Noroeste te invita a leer*»<sup>3</sup>. C'est dans ce contexte d'une dynamisation des efforts destinés à promouvoir la lecture dans les zones les plus reculées du territoire et d'un intérêt croissant des pouvoirs publics pour les problématiques relatives à la lecture<sup>4</sup>, que nous avons fait notre entrée dans le monde des bibliothèques populaires argentines.

Un travail d'enquête de terrain exploratoire réalisé entre septembre et octobre 2012 a permis de pénétrer l'univers de ces associations civiles, de rencontrer les personnes qui les soutiennent. Dans un premier temps, nous nous pencherons sur l'histoire de ces bibliothèques populaires et leur participation à la constitution d'une culture populaire particulière dans les « nouveaux » quartiers de la périphérie de la capitale argentine, et sur les instigateurs de cette « politique » de la promotion de la lecture. Ensuite, à partir des bibliothèques populaires explorées, nous présenterons les problématiques et spécificités de ces institutions.

## CONSTRUCTION DE L'ÉTAT ET NAISSANCE DES BIBLIOTHÈQUES POPULAIRES<sup>5</sup>

+++++

Le premier mouvement en faveur de la promotion de l'accès à la culture pour le peuple apparaît au début du XIX<sup>e</sup> siècle, suite à l'indépendance nationale. Dans un contexte politique très agité, l'enjeu de l'éducation

2. « Lire est un droit ».

3. « Le Noroeste t'invite à lire » est un programme de coopération mis en place en 2012, entre cinq bibliothèques populaires de la province de Buenos Aires, la bibliothèque universitaire de l'université nationale de General Sarmiento (UNGS-Universidad Nacional de General Sarmiento, San Miguel, ville de la province de Gran Buenos Aires) – et l'institut n° 182 – institut de formation des bibliothécaires. Ce programme vise la mise en place d'actions et d'activités conjointes entre les différentes institutions afin d'élargir et approfondir l'influence de la présence des bibliothèques populaires, ainsi que la mise en place de formations à destination des personnes en charge de ces équipements.

4. En témoignent les nombreuses enquêtes de ces 10 dernières années, à l'échelle nationale ou locale, portant sur les pratiques de lecture, les institutions culturelles et leur fréquentation.

5. Nous précisons ici que cette présentation historique des bibliothèques populaires argentines prend appui sur l'ouvrage suivant : Leandro H. Gutierrez et Luis A. Romero, *Sectores populares, cultura y política, Buenos Aires en la entreguerra*, Buenos Aires, Sudamericana, 1995.

apparaît central. Le 13 septembre 1810, dans un article intitulé “*Educacion*”<sup>6</sup>, Mariano Moreno, alors secrétaire de la guerre de la première Junte (gouvernement national), annonce l’ouverture de la première bibliothèque du pays, qui deviendra l’actuelle bibliothèque nationale, située à Buenos Aires. Dans cet écrit, il appelle aux dons de livres et souligne la nécessité de cultiver le peuple. Avant cette ouverture, le pays ne comptait pas de bibliothèques publiques, seulement des collections privées de notables ou de *sacerdotes*. Les premiers acteurs de cette bibliothèque ne furent pas des bibliothécaires, mais des hommes de lettres, des académiciens, marqués par leur engagement politique.

Il faut attendre la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, aux alentours de 1870, pour voir naître une promotion institutionnelle et politique en faveur d’une politique de « lecture publique ».

Les années 1870 sont celles de la naissance du mouvement de création des bibliothèques populaires, la première datant de 1866. Domingo Faustino Sarmiento, alors président de la République, agit en faveur du développement et de la création de bibliothèques populaires ; il crée la Comisión nacional de bibliotecas populares (Conabip)<sup>7</sup> en 1870 dont le fonctionnement devient effectif en 1872. Entre 1872 et 1876, on compte environ 200 bibliothèques populaires. Dès le début, ces associations civiles sont pensées comme des outils de l’institution scolaire, pour lesquelles sont définies des aides étatiques, mais qui resteront toujours irrégulières et sporadiques. La suppression de la loi n° 419 en 1876 met fin au fonctionnement de la Conabip, jusqu’en 1908, année de rétablissement de la loi, de la refondation de la Conabip, de la mise en place du premier congrès de bibliothèques argentines et de la naissance de l’Association nationale des bibliothèques.

Entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle, un mouvement de bibliothèques « ouvrières » et d’écoles « libres » se constitue, parallèlement au système éducatif officiel. Nées de la volonté de militants socialistes, ces institutions sont pensées comme un moyen de lutter contre l’ignorance du peuple, considérée comme la cause de son oppression. Pour

6. Littéralement « Éducation ».

7. La Conabip : organe dépendant du Secretaria de Cultura de la Nación, créé en 1870 par Domingo F. Sarmiento et chargé d’orienter et d’exécuter la politique gouvernementale au niveau des bibliothèques populaires, il constitue l’institution principale de soutien et de protection de ces dernières. En plus de la charge de gestionnaire financier des bibliothèques populaires, la Conabip développe des partenariats avec d’autres institutions nationales et internationales, axés sur la recherche et la réflexion autour de la problématique de la lecture. Enfin, la Conabip est chargée de l’achat centralisé des livres distribués ensuite dans les bibliothèques populaires, selon « un plan annuel ».

pouvoir bénéficier du soutien de la Conabip, les bibliothèques socialistes se conforment aux critères relatifs aux bibliothèques populaires.

### Bibliothèque populaire : définition

« Une bibliothèque populaire est une association civile autonome créée par l'initiative d'un groupe de *vecinos* d'une communauté<sup>1</sup>. Elle offre des espaces de services et de consultation, d'expression et de développement d'activités culturelles, de la lecture [...] sous une forme large, libre et pluraliste. Les bibliothèques populaires sont dirigées et soutenues principalement par leurs membres et offrent information, éducation, détente et animation culturelle, au moyen d'un fonds bibliographique et multimédia général et accessible au public ».

*\*Conditions requises pour pouvoir obtenir l'appellation « bibliothèque populaire » et bénéficier ainsi du soutien institutionnel et financier de la Conabip :*

- être du ressort d'initiatives d'une communauté, dans des territoires et quartiers dépourvus de bibliothèques populaires environnantes ;
- être constituée comme association civile, à but non lucratif, et fonctionner exclusivement selon ce statut ;
- proposer des horaires d'ouverture et d'accès supérieurs ou égaux à 20 heures par semaine, accessible à tous les publics, sans distinction ni discrimination aucunes ;
- constituer un nombre défini de personnes de la communauté ou du quartier grâce auquel fonctionne la bibliothèque populaire ;
- disposer d'un espace spécifiquement destiné à la bibliothèque, accessible depuis l'espace de la rue ;
- posséder et proposer un fonds bibliographique large, hétérogène, varié et destiné à tous les âges.

1. *Vecino* signifie littéralement « voisin », mais revêt une signification particulière. Le terme renvoie à la notion de « communauté », à entendre comme groupe d'individus se sentant liés par des caractéristiques et des intérêts communs.

L'institution scolaire va jouer également un rôle très important entre 1870 et 1930 dans la transformation de la jeune société argentine. L'État est un acteur clé du développement de l'école, celle-ci ayant pour enjeux principaux l'homogénéisation culturelle de la « jeune Babel »

– Buenos Aires – très diversifiée et métissée, et l'intégration sociale<sup>8</sup>. La démocratisation de l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur provoque une expansion des classes sociales moyennes (10 % de la population en 1869 contre 30 % en 1914) et une augmentation du lectorat potentiel (en 1914, près de 18 % des plus de 10 ans sont analphabètes, contre 7 % en 1938). Enfants de l'éducation publique, ces classes moyennes la placeront au centre de leurs préoccupations.

Cette période est également marquée par des réorientations du système scolaire, en particulier concernant les manuels scolaires à destination des élèves du pays. L'étude des manuels scolaires dans le système scolaire argentin, au lendemain de l'indépendance nationale, permet de saisir le rôle de la culture écrite dans la constitution identitaire et politique de la jeune nation argentine. Entre 1860 et 1910, dans le contexte de construction du système scolaire moderne, les écoles argentines sont marquées par l'entrée massive de manuels scolaires français traduits en espagnol, comme le *Catéchisme historique* de Claude Fleury ou *Le contrat social* de Jean-Jacques Rousseau<sup>9</sup>. De plus, faute d'une imprimerie nationale capable de répondre à l'envergure de la demande nationale, l'État argentin importe des manuels scolaires depuis l'Espagne.

L'émergence de l'État moderne, l'apparition du nationalisme comme idéologie officielle du système éducatif argentin ainsi que la volonté de Domingo F. Sarmiento vont marquer une rupture, à partir des années 1880. L'homme politique remet alors en cause la présence de livres étrangers parmi les manuels scolaires, dont la présence importante est perçue comme une menace par rapport à la construction de la nation et de l'identité nationale. Les livres étrangers sont accusés de ne pas refléter les réalités de la jeune société argentine : il souligne « la nécessité vitale que les textes évoquent la langue, les mœurs et les coutumes nationales »<sup>10</sup>. De plus, limiter l'importation de manuels scolaires espagnols correspond à la volonté de s'émanciper de l'ancienne tutelle coloniale, et de s'affirmer politiquement. À partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle seront organisés des concours de sélection des manuels scolaires d'auteurs argentins. L'origine des livres scolaires à destination de la jeunesse argentine est directement liée à la constitution politique de l'État. On peut y lire l'importance accor-

8. Cecilia Veleda, « Les classes moyennes et le système éducatif en Argentine : perceptions et attentes », *Éducation et sociétés*, 2004/2, n° 14, pp. 85-100.

9. Clara Brafman, « Les manuels scolaires de lecture d'origine française en Argentine dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *Histoire de l'éducation*, n° 69, 1996, pp. 63-80.

10. Clara Brafman, « Les manuels scolaires de lecture d'origine française en Argentine dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *op. cit.*

dée à la langue officielle comme vecteur de représentations et visions du monde social, et donc comme outil de construction et d'unification politique<sup>11</sup>. Dès les prémices de la jeune nation argentine, la culture écrite est porteuse d'un projet politique.

Cependant, il faudra attendre l'Entre-deux-guerres, les années 1920-1930, pour qu'émerge une importante dynamique de création de bibliothèques populaires à l'échelle du territoire national. En effet, cette période est centrale dans la dynamique de promotion de la culture et de la lecture en Argentine : c'est le moment où deux initiatives à vocation culturelle se rejoignent, l'une portant sur le développement d'éditions bon marché et l'autre concernant directement les bibliothèques populaires.

Dans ces années se met en place un mouvement d'« entreprise culturelle »<sup>12</sup>, qui correspond au développement d'édition de livres bon marché à destination des catégories populaires ; et un mouvement par lequel les « nouveaux » quartiers, comme les nomment Gutierrez et Romero, se dotent d'institutions propres, parmi lesquelles des bibliothèques populaires.

Au début du xx<sup>e</sup> siècle, et plus précisément dans la période de l'Entre-deux-guerres, la société argentine connaît des changements physiques, culturels et sociaux de taille dans les alentours de la capitale Buenos Aires : augmentation de la densité démographique, évolution des strates professionnelles, essor industriel, vagues d'immigration européenne... Ce moment est marqué par des changements structurels profonds qui favorisent l'émergence de nouveaux groupes sociaux, de nouveaux quartiers : l'« ascenseur social » divise les mondes populaires, séparant les travailleurs les plus qualifiés des autres, comme il sépare les différentes générations d'immigrés. Ce contexte n'est pas seulement celui d'une évolution des mondes professionnels ; la capitale argentine connaît également une importante croissance démographique et urbaine. Ces différents facteurs font émerger de nouveaux quartiers, l'éclatement s'accompagne d'une dispersion spatiale : une partie de la population quitte alors le centre et la Boca pour s'installer dans des zones périphériques de la capitale.

L'Entre-deux-guerres est marqué par la constitution de nouveaux quartiers, habités par une population hétérogène : professeurs, artisans, chômeurs, immigrés... Ces nouveaux quartiers correspondent à un mode d'occupation de l'espace inédit et à l'instauration d'une sociabilité nouvelle. Les possibilités d'ascension sociale provoquent une atténuation des conflits

11. Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001.

12. Leandro H. Gutierrez et Luis A. Romero, *Sectores populares, cultura y política : Buenos Aires en la entreguerra*, Buenos Aires, Sudamericana, 1995.

sociaux ; l'augmentation de la distance entre lieux de travail et de domicile génère de nouvelles pratiques sociales. Récents, ces quartiers isolés, mal voire pas desservis par les transports en commun, se dotent, par l'action de sociétés de développement<sup>13</sup>, des services les plus élémentaires de la vie quotidienne ainsi que d'un ensemble d'institutions autour desquelles va s'organiser la société locale (cellules de partis politiques, associations, clubs, bibliothèques). Cela contribue à façonner des identités territoriales à l'échelle du quartier, à produire certains modes de relations ainsi qu'une nouvelle forme d'identité/culture populaire, s'éloignant d'une culture articulée autour du travail et du conflit social. Le quartier devient le lieu du temps libre, de la famille, et non plus le lieu du travail. La lecture et le livre, à travers un mouvement de livres « bon marché » et le développement de bibliothèques populaires, vont participer pleinement à la production de cette nouvelle culture populaire fortement liée à son ancrage territorial<sup>14</sup>.

D'importants projets éditoriaux voient le jour aux alentours de la Première Guerre mondiale, avec la mise en place d'éditions très économiques et destinées aux catégories populaires des quartiers émergents. Le projet politique de cette « entreprise culturelle » est de former, cultiver les catégories populaires, perçues comme ayant besoin d'un plan de lecture pour se repérer dans l'univers intellectuel de la culture livresque. À la base de ce mouvement apparaît la volonté de mettre en contact membres des catégories populaires et grandes œuvres « universelles », considérées comme appartenant au patrimoine littéraire mondial : œuvres humanistes (Hugo, Tolstoï, Zola...), anarchistes et philosophiques (Pietro Gori...) grâce à des traductions éditées à bon marché. Il s'agit alors d'une dynamique de prescription culturelle des militants socialistes à destination des catégories populaires, les demandes et attentes de ces dernières en matière de lecture apparaissant comme secondaires dans ce mouvement d'« entreprise culturelle ». Ce dernier développe l'édition à bas prix : romans d'aventures, nouvelles hebdomadaires, poésie, mais aussi livres relatifs à l'hygiène ou encore à l'éducation. Il est le fait de militants socialistes, dont le projet politique n'est plus la contestation, mais l'intégration de ces strates supérieures des classes populaires. Le livre apparaît comme un médium essentiel de cette volonté de transformation des mondes sociaux, via un « message

13. Les sociétés de développement sont des ensembles d'organisations de la société civile, à but non lucratif, et œuvrant pour le bien commun. Ces organisations ont joué un rôle majeur dans le développement des institutions et infrastructures des nouveaux quartiers de la périphérie de la capitale argentine.

14. Leandro H. Gutierrez et Luis A. Romero, *Sectores populares, cultura y politisa...*, op. cit.



éditorial »<sup>15</sup> à destination du lectorat potentiel. Les intellectuels militants à l'origine de ce mouvement sont porteurs des projets suivants :

- promotion de l'individu cultivé, qui doit connaître les œuvres classiques, philosophiques, politiques... à l'échelle internationale ;
- défense du droit à la distraction et au plaisir, avec l'édition et la circulation de livres d'aventures (Dumas, Verne...), de séries policières, de romans sentimentaux... cette place accordée à la distraction marque une rupture avec la conception utilitariste des lectures prolétaires du début du siècle ;
- préoccupation pour l'individu, dans la recherche d'un équilibre entre culture et délassement ;
- sensibilisation et formation des individus aux problématiques sociales, aux conditions de vie et de travail ;
- valorisation de la littérature régionale et nationale ;
- enfin, mise en place d'une propagande autour des questions d'hygiène, du couple...

Ce mouvement de diffusion du livre dans les classes populaires défend le projet politique de réformer la société par la littérature, celle-ci devant servir à « comprendre et réformer pacifiquement » la société. Cette « entreprise culturelle » concentre un idéal pédagogique réformateur et une volonté d'intégrer ces strates des classes populaires. Le livre et la lecture sont considérés comme des moyens d'agir sur la société, de la réformer ; ils n'apparaissent plus comme les bases d'une culture populaire contestataire, mais réformiste, dans laquelle le temps libre et la distraction ont leur place. Dans les années 1920-1930, un nouveau projet politique se met en place, à travers l'action de militants socialistes pour lesquels la lecture et la diffusion du livre au sein des classes populaires sont des outils d'action et de transformation sociale.

L'essor des bibliothèques populaires est concomitant à ce mouvement d'entreprise culturelle : de 46 entre 1924 et 1930 pour tout le territoire national, leur nombre passe à environ 200 entre 1937 et 1945<sup>16</sup>. À travers la mise en place de différentes activités, les bibliothèques populaires

15. Leandro H. Gutierrez et Luis A. Romero, *op. cit.*

16. Actuellement, plus de 2 000 bibliothèques populaires ont été recensées par la Conabip sur le territoire national.

vont concilier culture érudite et expérience quotidienne des habitants des quartiers : organisation de conférences, fêtes, formations professionnalisantes, pique-niques... Les bibliothèques vont participer à l'organisation des relations sociales au sein du quartier, notamment par la constitution d'une élite locale à partir de son implication dans les activités des bibliothèques populaires. Deux groupes principaux sont à distinguer parmi cette dernière : journalistes, professeurs, employés qui ont un rapport à la culture écrite, majoritairement des militants socialistes ayant des liens avec des membres de la culture écrite et érudite ; et les commerçants qui financent l'ensemble des activités organisées par les bibliothèques. Bien que ces dernières se soient concentrées sur la culture érudite et livresque, elles vont élargir la notion de « culture » jusqu'à celle du divertissement, tout en gardant leurs spécificités en rapport avec la culture savante. Cet élargissement des ambitions des bibliothèques illustre le projet des militants socialistes : que la bibliothèque devienne une référence locale, qu'elle couvre le temps libre des habitants et engendre une homogénéisation des pratiques culturelles locales. Les principales activités sont des conférences, organisées par des habitants du quartier, chargées de véhiculer l'accès à la culture livresque dans le territoire. Ces conférences sont associées au mouvement de l'entreprise culturelle et reposent sur deux tendances : une tendance académique et une autre contestataire, portée par les militants socialistes. À travers l'action des bibliothèques et dans le cadre des conférences, les habitants sont informés et sensibilisés sur des thématiques relatives à la culture écrite, à la santé et au corps, aux relations homme-femme, aux problématiques politiques... De cette façon, les thèmes politiques et contestataires font leur apparition dans les nouveaux quartiers, produisant ainsi une socialisation politique des résidents.

Si ces bibliothèques sont de plus en plus nombreuses, elles restent peu fréquentées et diversifient leurs activités, parfois éloignées de la culture écrite. Cependant, la présence et la circulation du livre dans ces territoires revêtent une importance, ne serait-ce que symbolique et traduisent la conception que ces militants ont du livre et de la culture : le livre apparaît comme le symbole d'une culture de valeur et digne d'être diffusée, « le symbole maximum de la culture »<sup>17</sup>.

*In fine*, ces bibliothèques populaires portent l'ambition de diffuser la culture universelle, de proposer un itinéraire culturel aux habitants des quartiers. Ces associations, du ressort de la volonté des habitants,

17. Leandro H. Gutierrez et Luis A. Romero, *op. cit.*

portent des projets politiques de réforme sociale, de formation culturelle et politique. Ces années d'essor des bibliothèques populaires argentines marquent un tournant par leur participation à la constitution d'une nouvelle culture populaire, non axée sur les conflits sociaux, par la défense d'une intégration des classes populaires grâce à la culture et la lecture.

Le soutien étatique aux bibliothèques populaires change selon les gouvernements et contextes politiques, les années de dictature ayant marqué un ralentissement très important dans la dynamique de ces associations et dans les actions citoyennes à destination de la culture. Le retour à la démocratie en 1983, avec l'élection de Raul Alfonsin, est suivi de la mise en place d'un plan national de lecture, développé à partir des bibliothèques publiques, populaires et scolaires.

S'il a fallu attendre 1956 pour que soit créée l'École nationale de formation de bibliothécaires des bibliothèques publiques, privées et populaires, la Escuela nacional de bibliotecarios, l'Argentine connaît une récente vague d'institutionnalisation en faveur de la promotion de la lecture ainsi qu'un intérêt croissant des pouvoirs publics pour les questions relatives à la lecture. De plus en plus de formations sont mises en place, à travers la Conabip, à destination des bibliothécaires et des bénévoles qui œuvrent pour le maintien et le développement des bibliothèques populaires. En 2006, la loi 26 206, dite « Loi d'éducation nationale », précise que l'État, à travers le ministère de l'Éducation, s'engage à soutenir les bibliothèques scolaires existantes et à en assurer la création et le fonctionnement dans les établissements scolaires où elles viennent à manquer ; soulignant l'inflexion politique à propos de la lecture.

## ZOOM SUR LES BIBLIOTHÈQUES POPULAIRES ACTUELLES : RETOUR SUR LE TERRAIN

+++++

L'enquête exploratoire a porté sur 5 bibliothèques populaires, toutes inscrites dans le programme "*El Noroeste te invita a leer*", ainsi que deux autres, non partenaires du programme. Toutes sont situées dans la province de Buenos Aires, dans des quartiers populaires. Une partie d'entre elles a été créée dans les années 1920-1930, période d'essor des bibliothèques populaires, l'autre partie est plus récente, et date des années 1990.

Bien que chacune d'entre elles présente ses propres caractéristiques et spécificités, plusieurs points communs permettent de dresser une configuration générale de ces institutions.

Exceptée l'une d'entre elles, située en plein centre-ville d'une localité de taille moyenne, toutes sont situées dans des quartiers périphériques, marqués par la désindustrialisation des années 1950, mal desservis par les transports et dont les indices de pauvreté, de violences et de trafics sont très élevés.<sup>18</sup> Précarité professionnelle, problèmes scolaires... autant de problématiques à l'origine de la mise en place d'un travail de collaboration entre différentes institutions de la culture écrite<sup>19</sup> afin d'étendre l'influence de ces associations et de favoriser la diffusion et l'accès à la culture. Dans ces territoires marqués par des phénomènes de paupérisation et de vagues migratoires en provenance des pays voisins, la lecture apparaît comme un projet politique à soutenir grâce auquel les individus peuvent s'émanciper.

Le programme "*El Noroeste te invita a leer*" défend le projet politique d'une émancipation des individus et la construction de la citoyenneté à travers la promotion de l'accès à la lecture et à la culture : émancipation des usagers et émancipation des médiateurs – bibliothécaires ou bénévoles – à travers l'ensemble des formations dispensées en direction de ces derniers. Le programme repose sur une double finalité : les médiateurs ainsi préparés à leurs tâches pourront à leur tour transmettre les connaissances.

Ces objectifs reposent pour beaucoup sur la proximité sociale et territoriale partagée par les usagers et les acteurs des bibliothèques populaires. En effet, cette question est centrale dans le rapport entre ces bibliothèques et leur environnement, puisque les bénévoles font partie de la communauté des *vecinos* et leur public est composé des habitants environnants. Elle oriente les conceptions et représentations que les acteurs des bibliothèques populaires ont des habitants, de l'institution et de son rôle vis-à-vis de ces derniers. Cette dynamique de proximité est mise en jeu au niveau de la politique documentaire de ces bibliothèques, dans les rapports et représentations des acteurs des bibliothèques et des habitants, et dans le développement de partenariats avec les institutions

18. Rappelons qu'en 2006, le coefficient de Gini en Argentine était de 0,48, voir Gabriel Kessler, « Clairs-obscur de la structure sociale. Tendances en contrepoint dans l'Argentine du XXI<sup>e</sup> siècle », *Problèmes d'Amérique latine*, 2011/4, n° 82, pp. 93-108.

19. Collaboration antérieure au programme "*El Noroeste t'invita a leer*", entre la bibliothèque universitaire de l'université nationale de General Sarmiento et différentes bibliothèques populaires environnantes, basée sur la mise en place d'espaces et moments de collaboration entre ces institutions. Cette collaboration est née dans le contexte de la crise économique et sociale du début du siècle, moment d'une hausse de la flexibilisation du travail, de la précarité et de la pauvreté. À toute fin illustrative, le coefficient de Gini était de 0,50 en 1999, voir Gabriel Kessler, *ibid.*

environnantes. La mise en parallèle de ces différentes problématiques dans le contexte français et argentin permettra de souligner les spécificités des bibliothèques populaires argentines.

### D'une démocratisation culturelle vers une démocratie culturelle ?

Nous avons vu l'importance accordée, par les premiers militants socialistes à l'origine des bibliothèques populaires dans les années 1920-1930, aux œuvres littéraires, nationales ou internationales. Bien que la littérature dite « populaire » (avec les magazines, les romans d'amour ou d'aventures) ait trouvé sa place dans les bibliothèques populaires notamment à travers le mouvement d'« entreprise culturelle », les prémices des bibliothèques populaires argentines sont fortement marquées par ce qu'il convient d'appeler, en mobilisant le vocable français, une démocratisation culturelle. Les instigateurs de ces associations ont pour objectif d'apporter « la culture » au peuple, de mettre en contact les œuvres appartenant au patrimoine littéraire mondial et les catégories populaires. Gutierrez et Romero ont souligné le projet politique à l'origine de ce mouvement de bibliothèques populaires et d'édition bon marché : à travers la culture écrite et la connaissance des grands penseurs (philosophes, humanistes...), favoriser l'intégration sociale des résidents des nouveaux quartiers périphériques de la capitale argentine. Aujourd'hui, au regard des collections qui constituent les fonds des bibliothèques visitées et à l'écoute des discours des acteurs rencontrés – bibliothécaires comme bénévoles – on prend conscience d'une certaine évolution dans la conception de la bibliothèque populaire et du rôle qu'elle doit jouer.

Les collections des établissements visités se caractérisent par leur éclectisme : les manuels scolaires – souvent majoritaires – côtoient la littérature mondiale des siècles derniers, comme la littérature contemporaine. Aux « classiques » s'ajoutent des livres considérés comme appartenant à la culture populaire, commerciale. La présence d'écrits de la culture savante comme de la culture populaire appartient à la tradition de ces bibliothèques populaires : dès leurs origines, celles-ci ouvrent leurs portes aux registres les plus légitimes de la culture écrite comme aux romans et magazines populaires. Si la présence d'œuvres considérées comme appartenant à la culture savante manifeste la persistance de cette démocratisation culturelle, les discours et représentations des bibliothécaires et bénévoles rencontrés font surgir des évolutions quant à la conception et aux missions accordées à ces associations.

Toutes les personnes interrogées dans le cadre de cette enquête exploratoire ont exprimé des représentations et conceptions d'une bibliothèque populaire convergentes :

- « Une bibliothèque est plus que la possibilité de la lecture, elle doit être une référence pour le quartier » (bibliothécaire, septembre 2012) ;
- « Une bibliothèque est un lieu de vie, de rencontre des habitants d'un quartier, un lieu de solidarité, la bibliothèque se destine aux gens qui ont besoin de quelque chose » (bénévole, septembre 2012) ;
- « Une bibliothèque populaire est créée par des voisins donc elle doit mettre en place ce que veulent et demandent les gens, ce qui leur manque » (bénévole, septembre 2012) ;
- « C'est pour les voisins, il faut que le lieu se maintienne et que les voisins se l'approprient, c'est pas que la lecture seulement, c'est un lieu de vie sociale, un lieu de rencontre » (bibliothécaire, septembre 2012).

Les bibliothèques populaires actuelles poursuivent les ambitions de celles du début du *xx*<sup>e</sup> siècle, s'affirmant comme des acteurs territoriaux à part entière, participant de la constitution de la vie et de l'identité locales. La promotion et la défense d'ateliers divers et variés, la mise en place de partenariats avec les institutions environnantes (écoles, centres de loisirs, antennes jeunesse, maisons de retraite...) participent de cette recherche d'inscription territoriale.

En revanche, quelques évolutions concernant le travail de politique documentaire sont à souligner entre bibliothèques populaires du début du *xx*<sup>e</sup> siècle et celles d'aujourd'hui. Les premières ont ouvert leurs portes à des pans de la culture écrite situés aux bas des hiérarchies culturelles, tout en maintenant la présence des niveaux de la culture écrite les plus élevés dans la légitimité culturelle. Cette « cohabitation » de différents registres culturels reposait sur un travail de médiation et de prescription important, mené par l'élite sociale et culturelle locale. Il semble donc que les bibliothèques apparaissaient comme des médiateurs culturels, inscrits dans une prescription culturelle à destination des mondes populaires.

Aujourd'hui, les bibliothécaires et volontaires rencontrés ne s'inscrivent pas dans cette conception. Aucun des individus rencontrés ne se définit comme prescripteur culturel à destination des habitants du quartier. Tous, quelques soient leurs caractéristiques socio-économiques,

bibliothécaires ou non, ont souligné la nécessité d'une adéquation entre demandes, besoins du public et collections de la bibliothèque. Les attentes et besoins des usagers sont le principal critère de constitution du fonds. En cela, la légitimité de la bibliothèque populaire repose non pas sur une légitimité intellectuelle, mais sociale<sup>20</sup>.

- « La bibliothèque doit fournir aux gens ce qu'ils demandent, si un livre est demandé, il sera acheté » (bibliothécaire, septembre 2012) ;
- « On essaye d'acheter les livres demandés. Le plaisir est central, il faut que le livre soit agréable, dans la nouveauté » (bibliothécaire, septembre 2012) ;
- « On n'est pas là pour décider ce que les gens doivent lire, ce qui compte, c'est qu'ils lisent » (bénévole, septembre 2012).

Les bibliothèques populaires visitées apparaissent comme des héritières de cette tradition argentine, dans laquelle le rapport au territoire et à ses habitants est central. Cette proximité est ici travaillée par ce qui peut apparaître comme une « absence » de politique documentaire : les personnes qui y travaillent ne se présentent pas comme des « savants », chargés de transmettre un ensemble de connaissances et de savoirs aux catégories populaires, mais au contraire, comme étant à leur service et devant répondre à leurs demandes. L'utilisateur est au centre de la bibliothèque et en devient acteur, notamment par les demandes d'acquisition qu'il peut formuler.

À la recherche d'une légitimité sociale, les bibliothèques populaires ne sont pas conçues comme devant s'inscrire dans une médiation/préscription culturelle<sup>21</sup> et se focaliser sur la culture écrite et livresque. Les activités nombreuses et variées proposées, mises au même niveau que la lecture, opèrent un décloisonnement culturel dont les problématiques diffèrent de celles observées dans le cadre de l'enquête de terrain française<sup>22</sup>. Ainsi, les bibliothèques visitées font une grande place aux activités culturelles basées

20. Anne-Marie Bertrand, *Les bibliothèques*, Paris, Éditions La Découverte, 2004.

21. Nous tenons à préciser ici qu'il s'agit des représentations que les acteurs des bibliothèques populaires ont d'eux-mêmes. Cette absence de médiation dans les discours est à mettre en parallèle et à nuancer au regard des formations suivies par ces individus, qui visent précisément à faire d'eux des formateurs et médiateurs.

22. L'enquête de terrain réalisée entre décembre 2010 et juin 2011 dans une bibliothèque publique d'un quartier populaire a fait surgir les nombreuses résistances de certains bibliothécaires à diversifier les actions culturelles, résistances d'autant plus importantes que les actions en question semblent éloignées d'une promotion de la lecture.

sur le corps, le son et l'oralité (cirque, théâtre, yoga, gravure, chant...). Si certaines des activités mises en place ont pour finalité de conduire les usagers jusqu'au livre, telles les rencontres littéraires, l'ensemble est généralement déconnecté de ces enjeux, et constitue une dimension à part entière, légitime, de la bibliothèque populaire. La présence de différentes pratiques et activités culturelles au sein d'une institution centrée sur la culture écrite laisse apparaître une « déhiérarchisation » des biens et pratiques culturels au sein des bibliothèques et chez les personnes qui y travaillent. Tous les bibliothécaires et volontaires argentins rencontrés s'accordent quant à la nécessité de développer et maintenir des activités culturelles hors du livre, celles-ci étant pensées comme des moyens de développement personnel, de sociabilité, mais aussi d'accès à la culture. S'inscrivant dans la tradition des premières bibliothèques populaires, les bibliothèques actuelles défendent une conception de la culture qui dépasse les clivages savant/populaire, légitime/non légitime, et s'écarte du monopole de la culture écrite. Les bibliothèques populaires argentines défendent un projet politique d'accès à la culture pour tous, sous toutes ses formes y compris corporelle, contrairement aux bibliothèques publiques françaises lesquelles se caractérisent par des résistances notables suite à l'arrivée du corps dans l'institution<sup>23</sup>. Cette défense de la présence d'activités autour du corps revisite et infléchit les rapports de domination entre « manuel » et « intellectuel », bouscule les hiérarchies entre corps et intellect et surtout, redonne ses lettres de noblesse à des pratiques considérées comme populaires et/ou mineures, dans le contexte français.

- « La bibliothèque est bien plus qu'un accès à la lecture, au livre. C'est un accès à la culture » (bibliothécaire, septembre 2012) ;
- « La bibliothèque est un lieu de refuge, un lieu de relation pour la communauté » (bibliothécaire, septembre 2012).

La légitimité accordée à des domaines culturels éloignés du livre illustre le projet et l'ambition universalistes des bibliothèques populaires argentines, ces dernières cherchant à se rapprocher finalement d'un centre culturel.

Enfin, la croyance en la nécessité de ces activités est constitutive du rapport des bibliothèques au territoire. Par ces activités, les bibliothèques

---

23. Les réactions et résistances de certains bibliothécaires vis-à-vis de la mise en place de compétition de danse (*battle*) ou de jeux vidéo au sein des bibliothèques sont très illustratives.



étendent les partenariats avec les institutions environnantes, renforçant ainsi leur zone d'influence et la proximité recherchée avec les habitants. Les bibliothèques populaires argentines actuelles continuent donc de s'inscrire dans la tradition politique de ces associations : permettre l'accès à la culture, sous différentes formes, et apporter un service à la communauté locale, participer à la vie du quartier et à son amélioration. Plus qu'un simple espace culturel, la bibliothèque est pensée comme une « référence » pour les habitants du quartier, un lieu qui leur est destiné et qu'ils doivent s'approprier. Cette conception influence les rapports et interactions prenant place au sein de la bibliothèque, entre usagers et acteurs de la bibliothèque, mais aussi à l'échelle du quartier, entre les différentes institutions avec lesquelles la bibliothèque développe des partenariats.

La problématique des hiérarchies culturelles telle que nous la connaissons en France est à interroger également sous le prisme de l'institution scolaire, comme l'illustre l'extrait de carnet de terrain suivant :

*Carnet de terrain, septembre 2012 (extraits)*

*Los Polvorines, province de Buenos Aires, septembre 2012.*

Aujourd'hui, j'accompagne un groupe de bibliothécaires dans un collège public. Les bibliothécaires ont rendez-vous avec une classe de 3<sup>e</sup>, pour apporter des livres et faire connaître la bibliothèque et son fonctionnement. Entrés dans la classe, nous discutons quelques instants avec le professeur avant que les bibliothécaires étalent les livres sur les tables et proposent aux élèves de les consulter et d'en choisir un qu'ils pourront parcourir durant une quinzaine de minutes. L'examen des livres suscite une surprise de ma part : à côté de romans sont présents des bandes dessinées, des comics, des livres illustrés... Je m'étonne de trouver ce genre de livres dans une classe de 3<sup>e</sup>, mais ma surprise n'est partagée ni par les élèves et le professeur.

Cette surprise d'un mélange des genres et des hiérarchies culturels au sein de l'institution scolaire renvoie aux rôles de l'École comme institution

de consécration et d'imposition des hiérarchies culturelles, telle qu'elle est analysée dans la sociologie française<sup>24</sup>.

Si l'École en France est l'institution par excellence capable d'imposer et de consacrer les légitimités culturelles<sup>25</sup>, qu'en est-il en Argentine ? Comment l'observation du système scolaire argentin permet-elle de penser la domination et la théorie de la légitimité culturelle ? La culture écrite occupe-t-elle la même place dans l'ordre hiérarchique culturel tel que nous le connaissons en France ?

### Représentations des pratiques culturelles locales par les acteurs des bibliothèques

Si, dans le contexte argentin, les personnes rencontrées reprennent à leur compte les hiérarchies culturelles et les catégories associées –populaire/savant, commercial/ exigeant... – très présentes dans les bibliothèques françaises, ils ne font pas mention d'une croyance en la légitimité culturelle. Si les hiérarchies culturelles sont présentes, la question de la légitimité des pratiques culturelles est absente. Ceci renvoie à une certaine conception de la lecture, de la culture par les individus travaillant dans ces bibliothèques. On peut y voir un travail de revalorisation des pratiques culturelles des catégories populaires, tout comme une tentative de désacralisation de l'institution de la culture écrite qu'est la bibliothèque<sup>26</sup>. Ces croyances et représentations sont partagées par l'ensemble des acteurs rencontrés, bibliothécaires comme bénévoles. Ces positionnements vis-à-vis des légitimités et hiérarchies culturelles n'ont été observés que dans le cadre du microcosme des bibliothèques populaires étudiées, et ne sauraient être étendus à l'ensemble des institutions culturelles argentines. Contrairement à une partie des bibliothécaires français rencontrés qui se caractérise par une certaine extériorité vis-à-vis du quartier et des habitants<sup>27</sup>, les acteurs argentins des bibliothèques populaires sont proches socialement et territorialement des usagers et le revendiquent. Cette proximité explique l'absence de discours critique, misérabiliste ou

24. Voir à ce sujet les nombreux travaux de Bourdieu, Dubet, Lahire.

25. Bernard Lahire, *La culture des individus : dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, Éditions La Découverte, 2006.

26. Ici aussi, nous nous basons sur les représentations des acteurs des bibliothèques populaires visitées. Parler de « déhiérarchisation » et de « désacralisation » ne signifie pas que ces problématiques apparaissent telles quelles dans la société argentine ou encore que les hiérarchies culturelles en Argentine soient semblables à celles observées en France.

27. Extériorité qui peut prendre sa source sur la base des capitaux scolaire, culturel et/ou économique détenus ; le lieu de résidence, l'origine géographique, l'origine ethnique...

populiste à l'encontre des goûts, demandes et pratiques culturelles des usagers, à l'inverse des professionnels français de la lecture publique. La bibliothèque n'est pas considérée comme un moyen de contrer les dominations des industries culturelles de masse – accusées dans le contexte français d'être à l'origine d'une dynamique d'« abrutissement » des catégories populaires – ni la domination d'une culture savante inaccessible<sup>28</sup>.

Cette absence de jugement critique à l'encontre des habitants et usagers de la bibliothèque est à relier à l'absence de volonté de transformation des catégories populaires. Les bibliothécaires français se représentent au contraire leur rôle et leur présence dans les quartiers populaires comme des missions. Ces tentatives de transformations, plus ou moins conscientes et revendiquées prennent place à travers diverses formes d'injonctions à destination des usagers, essentiellement le public juvénile, portant sur le corps, les pratiques langagières et les pratiques culturelles<sup>29</sup>. Cette conception de leurs fonctions est à mettre en rapport avec les traitements politiques réservés à ces territoires, considérés comme des lieux de violences, d'anomie, de pauvreté favorisant le « communautarisme ». Dans une perspective écologique<sup>30</sup>, les bibliothèques publiques françaises sont envisagées comme des moyens de transformation du territoire et de ses résidents.

À l'inverse, outre cette absence de jugement critique vis-à-vis des demandes et habitudes culturelles locales, les acteurs des bibliothèques populaires argentines ne se représentent pas leurs rôles et présences vis-à-vis des usagers comme relevant de l'ordre éducatif, pédagogique et ne mentionnent pas le respect de normes internes. Le plaisir est situé au centre de leurs conceptions de la lecture et des rapports à promouvoir entre bibliothèque et usagers. Non prescripteurs culturels, ils ne cherchent pas non plus à inculquer un schéma culturel pas plus qu'un

28. Ces deux conceptions de la bibliothèque publique – comme outil de lutte contre les dynamiques d'appauvrissement culturel résultant de la force d'imposition dans les choix de consommation culturelle des industries culturelles de masse et comme moyen de dépasser la domination culturelle et symbolique d'une culture savante dont nombre des catégories populaires seraient exclues – sont très présentes chez l'ensemble des professionnels rencontrés. Pour plus de détails, cf. Denis Merklen et Charlotte Perrot-Dessaux, *Ce que les bibliothécaires disent de leur quartier. Le quartier des bibliothèques, les bibliothèques des quartiers*, Paris, CSPRP-université Paris Diderot Paris 7, octobre 2010, 108 p.

29. Nous ne développerons pas ici ces problématiques, bien qu'elles soient centrales dans les rapports entre bibliothécaires et usagers. L'enquête a montré la récurrence de ces injonctions à destination des plus jeunes, traduction de l'ambition éducative portée par les bibliothécaires.

30. L'adjectif est à comprendre dans le sens d'écologie urbaine, dans le cadre de la sociologie urbaine telle qu'elle a pu être développée par l'École de Chicago. La dimension « écologique » de la ville et de ses institutions renvoie aux impacts de l'urbain sur les résidents, en terme de mobilité, interaction, comportement...

ensemble de normes comportementales au sein de l'institution<sup>31</sup>. *In fine*, ils se présentent avant tout comme des habitants du quartier, au service de leurs voisins et de leur communauté.

### Proximité sociale, proximité territoriale... pour une proximité individu-institution ?

La centralité de l'usager argentin est corrélative de la proximité à la fois sociale et territoriale partagée avec les personnes travaillant dans la bibliothèque du quartier. Si les bibliothécaires français en quartier populaire apparaissent comme des agents de l'État en vertu de leur statut officiel, raison pour laquelle les relations entretenues avec les usagers restent marquées par la verticalité ; les bibliothécaires et bénévoles argentins ne se définissent pas comme « différents » des habitants et développent des relations de type horizontal. Cette horizontalité des interactions est renforcée par les relations entretenues au sein même des commissions directives ou des bénévoles, souvent d'ordre familial. Dans le contexte français, plusieurs travaux ont souligné l'extériorité qui pouvait se manifester entre la bibliothèque, son territoire et les habitants<sup>32</sup>, ainsi que la volonté d'une partie des bibliothécaires de s'inscrire dans une prescription et une médiation culturelles à destination des usagers.

Ces différences entre les institutions de part et d'autre de l'Atlantique mettent en relief la conception spécifique accordée aux bibliothèques populaires par ceux qui y travaillent. Cette dernière n'apparaît pas comme un représentant de l'État en quartier périphérique, chargé de poursuivre une action scolaire et pédagogique, cherchant ainsi à inculquer une forme d'homogénéisation culturelle. Au contraire, les bibliothécaires et bénévoles argentins se représentent leurs rôles et celui des bibliothèques populaires comme un rempart contre l'inaccessibilité à la culture faute de capital économique suffisant. Malgré cette forme de relativisme culturel, des critiques jaillissent des discours ici ou là, remettant en cause les politiques étatiques à destination de l'éducation et de la culture.

31. Cette affirmation est ici à relativiser. En effet, l'enquête en Argentine s'est faite sur la base d'entretiens, au cours desquels il n'a jamais été fait mention de normes ou règles à inculquer et faire respecter au sein de la bibliothèque. Pour autant, un travail d'observation plus important aurait été nécessaire à la validation de ces affirmations.

32. Pour plus de détails, se reporter aux travaux de Denis Merklen (2010, 2011, 2013) et au rapport de recherche suivant : Denis Merklen et Charlotte Perrot-Dessaux, *Ce que les bibliothécaires disent de leur quartier. Le quartier des bibliothèques, les bibliothèques des quartiers*, Éditions en ligne, CSPPR/Université Paris Diderot-Paris 7, octobre 2010, [http://www.csppr.univ-paris-diderot.fr/Rapport\\_2010.pdf](http://www.csppr.univ-paris-diderot.fr/Rapport_2010.pdf)

Bibliothécaires comme bénévoles ont souligné l’imaginaire collectif qui entoure le livre, la culture écrite et ses institutions. Faute d’un État volontaire en matière de démocratisation d’accès au livre, ces acteurs se représentent le rapport des catégories populaires à la culture écrite comme un rapport de domination symbolique et culturelle, à l’origine d’une peur. Suite à l’absence d’une vulgarisation et d’une diffusion large de l’accès au livre, celui-ci reste auréolé de l’image d’un bien rare et inaccessible, réservé à une élite sociale et culturelle. La persistance de ces représentations autour du livre est à mettre sur le compte d’un État peu interventionniste en matière de politiques culturelles, favorisant le développement d’une privatisation des pratiques culturelles individuelles, axées sur la culture « sur écran ». Ces acteurs des bibliothécaires populaires se représentent donc comme leurs présences et actions comme un moyen de combler les défaillances étatiques, à l’inverse des bibliothécaires français qui sont des représentants immédiats de l’État en quartier populaire.

- « Si les gens ne viennent pas, c’est à cause de la peur, la peur associée au livre » (bénévoles, septembre 2012) ;
- « Si les gens ne viennent pas à la bibliothèque, c’est aussi parce que l’État ne régule pas que les gens aillent vers la télé, les vidéos, la consommation... c’est pour ça que les gens ne vont pas vers le livre » (septembre 2012).

## Conclusion

Dans une société argentine très fragmentée socialement, où le système éducatif public rencontre nombre de difficultés, un mouvement important d’actions citoyennes a pris et continue de prendre place, notamment à travers le développement de bibliothèques populaires. Ces initiatives de résidents sont renforcées et soutenues par un ensemble de mesures et préoccupations politiques, faisant de la lecture et de la culture un enjeu et outil de promotion sociale et de citoyenneté.

L’observation des actions mises en place dans le cadre de ces bibliothèques populaires fait apparaître le projet politique de ces institutions, à travers la culture écrite notamment. Par ailleurs, les bibliothèques populaires constituent un lieu d’observation des enjeux relatifs à la culture et à l’éducation, et aux inégalités sociales. Nous avons vu que les problématiques des légitimités et hiérarchies culturelles semblent différentes et moins prononcées que dans le contexte français. Si la distinction individuelle en Argentine repose moins sur le capital culturel qu’en France,

quels sont les impacts sociaux de ces bibliothèques populaires ? Dans quelle mesure participent-elles d'une reproduction sociale ou agissent-elles comme outil de lutte contre les inégalités sociales ? Quelle place occupe la culture écrite et ses institutions ?

Poser ces questions invite à poursuivre la réflexion sur les rapports entre ces institutions et les catégories populaires. Si de nombreuses études ont souligné la conflictualité opposant institutions et membres des catégories populaires en France, qu'en est-il dans le contexte argentin ? Existe-t-il des formes de conflits entre les bibliothèques populaires et les mondes populaires ?

Ces interrogations nous invitent à étudier le rapport des individus aux institutions, à l'État et les modalités sous lesquelles se décline ce rapport dans un espace public argentin fragmenté et conflictuel.

### Bibliothèque Los Polvorines

À la fin des années 1980, un groupe de « voisins » commence à penser à un projet de bibliothèque populaire pour leur quartier dépourvu en la matière. Ils commencent à récolter des livres, à partir de dons, et constituer une ébauche de bibliothèque dans un local. Faute d'un espace suffisant et adapté, cette bibliothèque élémentaire est délogée. En novembre 1998, quelques habitants relancent le projet, constituent l'acte juridique de la future bibliothèque et élisent la première commission directive de l'association. La bibliothèque obtient alors le statut de « bibliothèque populaire », la reconnaissance et le soutien de la Conabip. Cette première année est marquée par l'institutionnalisation de la bibliothèque, sa constitution en association civile et sa reconnaissance

en tant que « bien public » et par la Conabip ; et la constitution des collections. Les différents habitants engagés dans le projet sont formés à la bibliothéconomie par un bibliothécaire. Enfin, cette année marque l'inauguration de la bibliothèque. Les onze années suivantes sont consacrées à la recherche de financements et d'un terrain pour l'association. La bibliothèque se trouve actuellement dans un ancien restaurant, prêté par le propriétaire. Une salle adjacente supplémentaire, destinée à accueillir les différentes activités, est construite par un ensemble de résidents. L'ensemble est donc composé de la bibliothèque, placée dans une pièce de 48 m<sup>2</sup>, à laquelle s'ajoute l'annexe de 60 m<sup>2</sup>, réservée aux ateliers et spectacles. Aujourd'hui, cette bibliothèque

populaire est animée par une commission directive composée d'une dizaine de personnes, la plupart appartenant aux professions intellectuelles et supérieures (avocat, professeur, ingénieur...) ainsi que par une bibliothécaire. La bibliothèque reçoit le soutien financier du gouvernement national à travers la Conabip, qui rémunère la bibliothécaire, et du gouvernement provincial. La plupart des livres du fonds, constitué d'environ 10 000 livres, proviennent de dons

de voisins, beaucoup sont obsolètes. Les collections se caractérisent par une forte représentation de la littérature argentine et internationale : Hugo côtoie Borges, Stendhal et Tolstoï, ainsi que par la prédominance des manuels scolaires. La bibliothèque compte une quarantaine d'usagers actifs, principalement des adultes. Enfin, les activités culturelles proposées sont nombreuses : cirque, yoga, chant, pyrogravure, théâtre.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

+++++

*Encuesta nacional de hábitos de lectura 2011, Síntesis de resultados*, Buenos Aires, Consejo nacional de lectura, Mayo 2012.

Bertrand Anne-Marie, *Les bibliothèques*, Paris, Éditions La Découverte, 2004.

Bourdieu Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001.

Brafman Clara, « Les manuels scolaires de lecture d'origine française en Argentine dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *Histoire de l'éducation*, 1996, n° 69, pp. 63-80.

Gutierrez Leandro H. et Romero Luis A., *Sectores populares, cultura y política : Buenos Aires en la entreguerra*, Buenos Aires, Sudamericana, 1995.

Lahire Bernard, *La culture des individus : dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, Éditions La Découverte, 2006.

Kessler Gabriel, « Clairs-obscur de la structure sociale. Tendances en contrepoint dans l'Argentine du XXI<sup>e</sup> siècle », *Problèmes d'Amérique latine*, 2011/4, n° 82, pp. 93-108.

Merklen Denis, *Politicité et sociabilité. Quand les classes populaires questionnent la sociologie et la politique*, Habilitation à diriger des recherches, 2011.

Merklen Denis, *Politicité et sociabilité. Quand les classes populaires questionnent la sociologie et la politique*, Habilitation à diriger des recherches, 2011.

Merklen Denis, *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?* Villeurbanne, Presses de l'enssib, 2013 (coll. Papiers).

Merklen Denis et Perrot-Dessaux Charlotte, *Ce que les bibliothécaires disent de leur quartier. Le quartier des bibliothèques, les bibliothèques des quartiers*, Paris, Csprp-université Paris Diderot Paris 7, octobre 2010, 108 p. [http://www.csprp.univ-paris-diderot.fr/Rapport\\_2010.pdf](http://www.csprp.univ-paris-diderot.fr/Rapport_2010.pdf)

Molina Celia et Rinesi Eduardo (dir.), *Encuentros de Bibliotecas : 2001/2010. Universidad Nacional de General Sarmiento*, Buenos Aires, Universidad Nacional de General Sarmiento, 2011.

Veleda Cecilia, « Les classes moyennes et le système éducatif en Argentine : perceptions et attentes », *Éducation et sociétés*, 2004/2, n° 14, pp. 85-100.